

BERATENDE KOMMISSION FÜR INTERNATIONALE ENTWICKLUNGSZUSAMMENARBEIT UND HUMANITÄRE HILFE

Protokoll der 62. Sitzung der Kommission vom 5. Mai 1993

EntwurfMitglieder der Kommission

<u>Anwesend</u>	Hr. H.-R. Nebiker, Präsident Frau R. Bär, Frau B. Brazzola, Hr. M. Carera, Hr. G. Coutau, Hr. R. Gerster, Hr. G. Goetz, Hr. P.-L. Giovannini, Hr. K. Kennel, Hr. H.B. Peter, Hr. U. Scheidegger, Hr. K. Schnyder, Frau E. Segmüller, Hr. P. Trappe, Frau L. Uchtenhagen, Hr. R. Wiederkehr, Hr. P. Veyrassat, Frau D. Yersin
<u>Entschuldigt</u>	Hr. K. Leisinger
<u>Verwaltung</u> <u>EDA-DEH</u>	Hr. F.R. Staehelin, Hr. J.-F. Giovannini, Hr. H.-Ph. Cart, Hr. A. Hadorn
<u>EDI-BUWAL</u>	Hr. P. Roch, Hr. R. Cléménçon
<u>EDV-BAWI</u>	Hr. M. Meyer, Hr. M. Ferroni
<u>Protokoll</u>	Frau G. Bruchez, Frau M.-J. Köppel
Traktandum 1:	Begrüssung und Entschuldigungen
Traktandum 2:	Genehmigung der Traktandenliste und des Protokolls der 61. Sitzung
Traktandum 3:	IDA-RIO: Bundesratsbeschluss über die Nachfolgearbeiten zur Rio-Konferenz über Umwelt und Entwicklung
Traktandum 4:	Global Environment Facility / GEF
Traktandum 5:	Zwischenbericht Subkommission Uchtenhagen: Bilanz Narmada und Wapenhans-Report
Traktandum 6:	Mitteilungen der Verwaltung: Stand der Leitbild-Arbeiten
Traktandum 7:	Verschiedenes



TRAKTANDUM 1**Begrüssung und Entschuldigungen**TRAKTANDUM 2**Genehmigung der Traktandenliste und des Protokolls der 61. Sitzung**

Die Traktandenliste sowie das Protokoll der 61. Sitzung vom 15. Februar 1993 werden genehmigt.

TRAKTANDUM 3**IDA-RIO: Bundesratsbeschluss über die Nachfolgearbeiten zur Rio-Konferenz über Umwelt und Entwicklung**

H.-R. Nebiker

Ich erteile das Wort an Herrn J.-F. Giovannini.

J.-F. Giovannini

En ce qui concerne les travaux du suivi de Rio, vous avez reçu la proposition au Conseil fédéral du 11 février ainsi que la décision du Conseil fédéral. Vous avez également reçu un exemplaire du programme d'action édité avec la participation de la Suisse qui représente un bon résumé de l'Agenda 21 (A21).

En ce qui concerne les instruments de coordination, nous avons créé un comité interdépartemental chargé de la coordination du suivi de Rio (CIRio). Il réunit des membres de l'administration au niveau de la direction. Trois offices se partagent la coordination à tour de rôle pour une année. La DDA est responsable pour la première année. Ce comité interdépartemental a décidé de créer un groupe de liaison permanent ainsi que des groupes de travail. Les milieux privés intéressés seront impliqués par les contacts entre le groupe de liaison de l'administration fédérale et le groupe de liaison qu'ont constituées les institutions privées; ensuite dans les groupes de travail par matière et enfin dans des réunions générales entre l'administration et tous les milieux intéressés qui ont lieu au moins une fois par an selon la proposition au CF.

Quelques informations sur l'avancement des travaux. Le comité interdépartemental s'est réuni une première fois le 15 mars, il se réunira à nouveau le 27 mai. Le groupe de liaison s'est réuni le 10 avril et il se réunira à nouveau cet après-midi 5 mai. Concernant le programme de travail pour 1993, des propositions ont été discutées au sein du CIRio le 15 mars et les décisions définitives seront prises le 27 mai. Il ne s'agit donc pour l'instant que de propositions qui s'orientent dans la direction suivante: nous voulons élaborer un A21 suisse, le but est de le faire adopter par le CF avant la fin 1993. Nous aurons un rapport commun de l'administration qui détermine qu'elles seront les lignes de force que nous entendons suivre au cours des prochaines années en Suisse. Huit thèmes sont prévus pour une analyse approfondie: 1. coopération technologique verte - transfert de technologie, 2. propriété intellectuelle liée à la biodiversité et au transfert de technologie, 3. commerce et environnement, 4. transport et mobilité, 5. les taxations

et l'internalisation des coûts, 6. climat, 7. législation cohérente et subventions, 8. forêt.

Entre la réunion du groupe de liaison et la réunion du CIRio, nous consulterons le groupe de liaison des organisations privées pour l'établissement des groupes de travail, ensuite, nous prévoyons vers la fin juin une réunion avec l'ensemble des milieux intéressés, et ce, après la première réunion du comité de développement durable qui aura lieu à New-York pendant le mois de juin. Chaque office responsable d'un groupe de travail devra prendre contact avec les milieux intéressés pour les inclure dans le travail. Nous prévoyons que le projet d'A21 suisse qui devrait être rédigé dans le courant de l'été soit discuté avec les milieux intéressés cet automne avant de le soumettre au CF.

Nous n'avons pas commencé les travaux au mois de mars comme nous l'aurions souhaité. Cependant, l'année dernière, suite à la conférence de Rio les différents offices ont commencé un travail d'analyse en vue des actions à entreprendre. Dans notre propre office, la DDA, nous avons examiné, l'été dernier déjà, qu'elles étaient les conséquences possibles de l'A21 pour nos actions de coopération au développement. Mais ce n'est que progressivement que l'on arrive à mettre en place une stratégie commune pour la Suisse, qui pourrait être adoptée par le Conseil fédéral après une large consultation des milieux intéressés.

H.-R. Nebiker

Die Diskussion zu diesem Arbeitsprogramm und zur vorgeschlagenen Organisation ist eröffnet.

R. Gerster

Es ist für die Verwaltung kein Geheimnis, dass im Kreise der NGO's eine sehr grosse Unzufriedenheit über die heutige Situation besteht. In der Rio-Delegation bestand ein Konsens zwischen der Verwaltung und den Delegationsmitgliedern seitens der NGO's und der Wirtschaft, dass die Verwaltungsexternen weiterhin als Kerngruppe bei der Umsetzung der RIO-Beschlüsse und der AGENDA 21 beigezogen werden. So hätten die NGO's eine aktive Rolle spielen und Sekretariatskapazität zur Verfügung stellen können. Dieser Konsens wurde im November 1992 an einer informellen Sitzung von der Verwaltung, den Wirtschaftsvertretern und den NGO's nochmals bestätigt. Eine erste Sitzung dieser Kerngruppe wurde kurzfristig und ohne Begründung abgesagt. Bis zur Versammlung am 5. März 1993 fand dann eine offizielle Orientierung der interessierten NGO's statt, und es wurde klar, dass es diese Kerngruppe nicht geben wird.

Die Regelung, wie sie vorgestellt worden ist, enthält nicht sehr viel Substanz. IDA-RIO steht für die banale Tatsache, dass die drei verantwortlichen Amtsdirektoren

mindestens einmal jährlich sich gemeinsam über dieses Thema aussprechen.

Die "Groupe de liaison" hat eigentlich suggeriert, dass die NGO's zumindest auf dieser Ebene einbezogen würden. Das Missverständnis der Annahme, wir wären Teil dieser "Groupe de liaison", bezeugt ein Brief des BUWAL (23. März 1993), wo die NGO's eingeladen wurden, ihre Vertreterinnen und Vertreter für diese "Groupe de liaison" personell zu bezeichnen. Nach einer internen Konsultation haben wir zwei Vertreter bezeichnet, jedoch im Anschluss daran nie mehr etwas gehört. Der Bundesratsbeschluss und die heutigen Ausführungen bestätigen, dass wir zu dieser Gruppe keinen Zugang haben.

In den Arbeitsgruppen werden wir uns nach unseren Möglichkeiten beteiligen. Die Rechte und Pflichten sind uns aber noch unklar. Wenn wir beispielsweise eine andere Arbeitsgruppe als die Verwaltung wünschen, gibt es in einem solchen Fall eine Möglichkeit, seitens der NGO's das durchzusetzen? Sind wir in diesem Sinne wirklich Gesprächspartner? Die ursprüngliche Idee der Kerngruppe im Geiste von Rio war eine Aufwertung der Umwelt- und Entwicklungsorganisationen inklusive der Wirtschaft.

Der Mechanismus, den wir heute haben, ist äusserst schwach. Denn die Verantwortung für die Federführung in dieser Angelegenheit rotiert von Jahr zu Jahr zwischen DEH, BUWAL und BAWI. Dies führt meines Erachtens bei der Verwaltung zu einer Schwächung der institutionellen Verankerung dieses IDA-Prozesses. Wenn man nur für ein Jahr, ohne zusätzliche Arbeitskapazität federführend ist, wird das Engagement gewiss nicht dasselbe sein, als wenn die Verantwortung permanent bei einem bestimmten Amt liegt.

P. Veyrassat

Tout d'abord, concernant la présidence et le secrétariat du comité interdépartemental partagé entre les 3 offices. A mes yeux c'est un système peu rationnel voire irrationnel. Cette solution sent beaucoup le compromis entre départements.

Deuxièmement, l'avancement des travaux internes. Je remercie M. Giovannini de l'information qu'il vient de nous fournir dans son exposé introductif, il nous a présenté les 8 propositions qui sont maintenant à l'examen. Nous regrettons ces derniers temps un certain manque d'information et de transparence sur ce qui se prépare à l'intérieur du pays, les problèmes de fonds dont il s'agit étant trop importants pour qu'on y travaille à huis-clos. Enfin j'aimerais faire une mise en garde, il faut veiller à ne pas trop "charger le bateau", il faut tenir compte de notre propre capacité de digestion. Les 8 thèmes représentent déjà beaucoup de matière.

J.-F. Giovannini

Nous avons pensé qu'il serait plus utile de travailler avec les milieux privés sur la base des thèmes sélectionnés au préalable que sur une base générale. Notre intention

n'était pas du tout de limiter la collaboration avec les milieux privés, mais de la rendre plus efficace. En ce qui concerne le groupe de liaison, nous devons faire notre propre travail au sein de l'administration. Entre les 3 offices principaux et une douzaine d'offices intéressés par ce sujet il est très difficile de mettre sur pied une position de l'administration sans instance qui permette de faire les arbitrages. Avant de discuter avec le groupe de liaison, que nous considérons comme partenaire, nous devons d'abord nous concerter afin d'émettre des propositions présentables et une position commune. Dans notre esprit nous avons un groupe de liaison de l'administration et un groupe de liaison des représentants du secteur privé, et ces 2 groupes de liaison travaillent étroitement ensemble pour toutes les étapes du travail. Nous avons prévu de ne prendre aucune décision sans les consulter, mais nous devons préparer notre position avant d'arriver à ce dialogue. Je pense que M. Roch peut vous expliquer dans quel esprit nous avons établi notre proposition de collaboration. Il est vrai que le travail n'avance pas aussi rapidement que nous l'aurions voulu, le Conseil fédéral se trouve dans une situation difficile, nous avons demandé plus de personnel on nous l'a refusé, les moyens financiers et en personnel de la Confédération sont malheureusement trop limités à ce stade pour nous donner un secrétariat fort afin de faire avancer ce travail. Mais nous pensons qu'avec l'organisation que nous avons prévue nous aurons d'ici la fin de l'année à la fois un programme de travail général et une stratégie. Au sujet des 8 thèmes: cet après-midi nous allons peut-être arriver à la conclusion que nous devons établir des priorités entre ces 8 thèmes. La décision sera prise seulement après discussion avec les milieux privés. Dans notre idée ce sont des thèmes qui devraient être approfondis sur plusieurs années, chacun d'entre eux demande un travail assez fouillé.

P. Roch

Nous reconnaissons tous que trop de temps s'est écoulé jusqu'au moment où nous sommes à même de commencer ce travail de collaboration entre les offices et avec les milieux extérieurs. Il y a eu manifestement une certaine lourdeur dans l'administration pour mettre en place ce système. Je tiens également à dire dans ce contexte qu'il y a un apprentissage à faire au sein de l'administration. La conférence de Rio a donné une nouvelle impulsion à cette collaboration, une nouvelle importance, de nouvelles règles du jeu qui doivent aussi faire l'objet d'un processus d'éducation au sein de l'administration. Il est clair que ce processus d'éducation ne peut pas se faire d'une manière totalement ouverte sur l'extérieur. Il ne faut pas cacher qu'il y a encore, entre les différents offices, des divergences de vue quant à la manière de travailler ensemble et quant à la manière de se partager des responsabilités sur un certain nombre de thèmes. Personnellement je suis convaincu que la structure trouvée est bonne. La présidence tournante n'est pas une faiblesse, elle est l'affirmation d'une volonté d'une convergence de la politique des différents

offices et je crois que cela est heureux d'autant plus que cette présidence tournante est consolidée par le groupe de liaison, qui lui, est permanent et qui permet de suivre de façon continue le travail. De plus ce groupe de liaison ne dépend pas d'une manière trop absolue de la présidence. En ce qui concerne les ONG, il est tout à fait normal qu'elles aient été dans l'incertitude à cause des longs délais et d'un manque d'information, mais je crois que la séance du 5 mars a été tout à fait claire que les ONG ont reçues des informations qui leur ont permis d'accepter la formule trouvée. Après cette séance, il a fallu convaincre l'administration de ce système et le mettre en place. Vous nous avez donné des noms pour un groupe de liaison ils vont être formellement approuvés par la prochaine séance du CIRio et dès ce moment là, le groupe de liaison des personnes extérieures à l'administration sera créé et constituera l'organe de dialogue permanent avec le groupe de liaison interne. Il y aura donc une structure qui permettra à ce groupe de liaison extérieur d'avoir un accès permanent aux idées, aux réflexions, à l'état des travaux menés ou coordonnés par le groupe de liaison interne. Ceci est la structure de coordination permanente, ensuite parallèlement seront créés les groupes de travail dont nous avons parlé. Ils seront constitués avec des représentants des milieux extérieurs de manière à faire le travail concret domaine par domaine dans l'esprit de l'A21. Ce processus aura peut-être été un cas exemplaire pour créer une sorte de bureau de l'intégration du développement durable. Peut-être viendrons nous plus tard à une telle structure. Il est clair qu'un certain appui administratif permettrait de soutenir mieux ce travail et je pense qu'avec les moyens dont nous disposons, nous allons faire au mieux pour avancer. Ce sera aussi au groupe de liaison et au CIRio de voir si des demandes de moyens supplémentaires en fonction de l'évolution des choses sont nécessaires.

H.-R. Nebiker

Die Verwaltung hat Mühe, sich zu organisieren. Was jetzt als Struktur vorliegt, ist eine Art Skelett für die Arbeitsorganisation. Betreffend des Zeitplanes möchte ich aber noch wissen, wann Resultate zu erwarten sind?

J.-F. Giovannini

La réunion CIRio est prévue pour le 27 mai. Nous pensons décider à ce moment là le contenu de l'A21 suisse et des délais. Notre proposition est de terminer ce travail d'ici la fin de l'année, de décider la formation des groupes de travail et déterminer leur nombre. La consultation des milieux privés se ferait avant la réunion CIRio, nous allons donc leur soumettre des propositions d'ici au 27 mai. D'ici la fin de l'année nous prévoyons d'avoir établi le rapport du Conseil fédéral et constitué les groupes de travail. Ces groupes auraient dès lors deux à trois ans pour livrer un rapport approfondi dans les différents thèmes proposés de manière à ce que l'on puisse agir concrètement.

G. Goetz

Ich habe noch eine Verständnisfrage: Unter Absatz 2. "Priorité pour le programme", Absatz 2.3. in Bezug auf

die Regenwaldproblematik: "*Participation à toute négociation internationale dans le domaine de la protection des forêts (en l'absence d'un consensus internationale suffisant aucune convention dans un proche avenir)*". Es geschieht überhaupt nichts in der nahen Zukunft. Verstehen Sie es richtig, dass auch in dieser sehr gewichtigen Frage kein Konsens besteht? Ist das wenigstens eine Priorität der Schweizer Position oder wartet die Schweiz, da kein Konsens besteht? Ich sehe dies als ein Kernproblem der ganzen Rio-Konferenz. Es scheint mir sehr befremdend, dass man zur Kenntnis nehmen muss, dass eigentlich nichts geschieht.

P. Roch

Nous partageons votre inquiétude. Ce que vous nous avez lu est un constat. A Rio, il n'a pas été possible d'aller plus loin qu'une déclaration générale sur la forêt à cause d'une divergence fondamentale entre une partie des pays du Nord et une partie des pays du Sud. Ces derniers sont extrêmement sensibles à cette question et ils ne veulent pas d'un impérialisme du Nord en ce qui concerne les forêts tropicales. La Suisse n'est pas du tout inactive dans ce domaine, d'une part dans le cas des négociations du renouvellement de l'accord sur le commerce des bois tropicaux (OFAEE responsable), la Suisse fait partie des pays qui insistent pour que ce commerce soit davantage teinté de développement durable, c'est à dire pour que l'on introduise les questions de "label" sur la gestion durable des forêts et que cet accord sur le commerce tienne compte de la manière de produire le bois. Il s'agit d'une activité très concrète et ce que nous pourrions atteindre dans ce domaine aura des effets très concrets. D'autre part au mois de juin aura lieu une conférence des ministres de l'agriculture et des forêts d'Europe du Nord à Helsinki. Dans ce cadre seront adoptées des déclarations sur la gestion durable des forêts de ces pays. J'ai demandé à mes collaborateurs de préparer une proposition suisse pour cette conférence allant dans le sens d'une sorte d'offre des pays du Nord d'étendre ces résolutions à l'ensemble de la planète de manière à montrer aux pays du Sud que le Nord prend lui-même ses responsabilités vis-à-vis de ses propres forêts et qu'à ce titre ils s'adressent aux pays du Sud pour les inviter à adopter le même genre de déclaration. Dans ce domaine, les politiques de l'OFAEE, de la DDA et de l'OFEFP sont totalement cohérentes.

M. Meyer

Die Verhandlungen über ein Tropenholzabkommen, an welchen sich die Schweiz aktiv beteiligt, sind sehr umstritten. Die Entwicklungsländer wünschen, dass alle Exporte von Holz einbezogen werden. Dagegen wehren sich jedoch hauptsächlich nordische Länder. Es besteht unter den Entwicklungsländern bis jetzt noch nicht einmal ein Einverständnis über den Einschluss in das Abkommen des Konzepts der nachhaltigen Produktion und Verwertung von Holz. Es wird sehr schwierig sein zu einem Einverständnis zu gelangen.

G. Coutau

Je me réfère au document du DFI sur le suivi de la conférence et je ne vois nulle part que notre commission

en tant que telle soit associée d'une façon ou d'une autre dans les structures qui vont être mises en place pour assurer ce suivi. Il me semble qu'il y aurait là un élément de liaison qui serait souhaitable et que le président ou un membre puisse siéger dans ces commissions, soit interdépartementales, soit avec les représentants des milieux privés intéressés.

P. Trappe

Ich bitte darum, bei den Prioritäten besonderes Gewicht auf die Sozialstrukturen betroffener Länder zu legen. Darauf ist im Papier AGENDA 21 an verschiedenen Stellen ausdrücklich hingewiesen worden, beispielsweise Seite 26 "*Stärkung der Rolle der eingeborenen Völker*". Im Sahel sind diejenigen Bauern stark, die zur Umweltvernichtung einen wesentlichen Beitrag geleistet haben (Grossraumbewirtschaftung in ariden Zonen, vgl. Kasachstan zu sowjetischen Zeiten; Verdrängung der kleinen Bauern durch Bewässerungsbauten, deren unsachgemässer Bau zur beschleunigten Bodenvernichtung führt, vgl. Gesira in Afrika). Nachhaltige Landwirtschaft und Entwicklung des ländlichen Raumes ist eine Forderung, die von der DEH seit 30 Jahren erhoben worden ist, u.a. um die Abwanderung in die Städte zu stoppen. Das bedeutet jedoch, dass höchst komplexe Entwicklungsmassnahmen im sozial erodierten ländlichen Raum vorgenommen werden müssen. Heute spricht man von "Institution-building", ohne dass die Leute eigentlich wissen, was Institutionen sind.

Ich empfehle deshalb, dass bei den Prioritäten auf diese komplexen sozialen Fragen vertieft eingegangen wird, andernfalls kann dieses Problem nie geregelt werden. Dabei sollten auch die Wissenschaften beigezogen werden.

K. Kennel

Ich komme auf das Votum von Herrn Coutau zurück: Wie weit ist eigentlich unsere Kommission in die Folgearbeiten des Rio-Prozesses miteinbezogen? Aus der Diskussion geht ganz klar hervor, dass die Umweltprobleme einen ganz wesentlichen Teil der Folgearbeiten ausmachen. Es interessiert mich, ob von seiten der Verwaltung allenfalls eine weitere Kommission vorgesehen ist, die sich schwerpunktmässig mit Problemen "Umwelt im internationalen Bereich" befassen soll, oder wird dieser Auftrag unserer Kommission übergeben? Dies letztere hätte jedoch auf die Zusammensetzung unserer Kommission gewisse Einflüsse.

Die Probleme sind von einer solch komplexen Struktur, dass ich mich teilweise fast überfordert fühle, allen diesen Diskussionen zu folgen. Sind wir richtig zusammengesetzt, damit wir den Bundesrat in diesen Fragen beratend unterstützen können? Es wäre wertvoll zu wissen, was eigentlich die Vorstellung der Verwaltung ist, was die Aufgabe unserer Kommission im Bereich der aufgezeigten Arbeiten beinhalten soll.

H.-R. Nebiker

Möchte Herr Giovannini Stellung nehmen zum Einbezug dieser Kommission und der Wissenschaft?

- J.-F. Giovannini En ce qui concerne la question de M. Trappe au sujet des sciences sociales, il est évident que ces questions seront traitées dans la partie Nord-Sud et que nous allons aussi voir les problèmes sous le plan social. En ce qui concerne le rôle de la commission, je ne crois pas qu'il y ait eu l'intention de créer une autre commission que celle-ci, je pense qu'avec le temps on devra peut-être l'élargir ou, au fur et à mesure des renouvellements, la compléter par certains aspects d'environnement. Mais on ne peut plus parler de coopération au développement sans parler de développement durable. Les deux choses sont tellement liées qu'il faut, bien évidemment, que cette commission assume ce mandat.
- H.-R. Nebiker Das bedeutet für uns folglich, dass wir Zwischenresultate zur Kenntnis erhalten, über welche wir diskutieren können, um damit die etwas breitere Meinung der Kommission einfließen lassen zu können.
- J.-F. Giovannini Il est clair qu'avant de préparer une stratégie pour le Conseil fédéral cette commission sera consultée sur le document que nous allons préparer cet automne.
- F.R. Staehelin Die Rolle dieser Kommission wächst und wird vielfältiger für die Formulierungen der Politik. Es wurden Unterkommissionen geschaffen, um einen Teil der neuen Aufgaben zu bewältigen. Sie müssen prüfen, wie Sie sich mit diesem Thema der nachhaltigen Entwicklung auf die Dauer auseinandersetzen werden, so dass es für Sie "manageable" ist.
- P. Roch Une petite information complémentaire, je partage par ailleurs tout à fait les avis qui ont été donnés. Il n'existe pas de commission du type de la vôtre en matière de politique de l'environnement au niveau national, c'est un problème qui est posé dans le cadre de la réorganisation de l'office de l'environnement. Cette affaire sera discutée prochainement avec Mme Dreifuss puis avec le Conseil fédéral.
- H.-R. Nebiker Wir sollten den Arbeitsplan der Arbeitsgruppen kennen, um von uns aus unsere Bedürfnisse anmelden zu können.
- K. Schnyder Wäre es nicht sinnvoll, wenn für die Umweltaspekte ebenfalls eine Untergruppe gebildet werden würde?
- H.-R. Nebiker Vielleicht wäre dies sinnvoll, jedoch im Augenblick sieht das Gesamte noch zu wenig konkret aus. Zu einem späteren Zeitpunkt ist eine Untergruppe ähnlich der Bretton-Woods Gruppe möglich. Aus dem Blickfeld der gesamten Kommission ist es zuerst aber wichtig, über den Fortgang im Bilde zu sein.
- J.-F. Giovannini La commission pourra décider cela en septembre.
- M. Carera Je voudrais revenir sur les deux interventions de M. Gerster et M. Veyrassat. Je crois qu'il y a un problème

réel entre l'administration et l'extérieur. En relisant le document concernant le suivi en Suisse je remarque que le groupe de travail externe n'y est pas mentionné, je suis donc content qu'il ait été mentionné ce matin. Je pense que la commission pourrait y réfléchir et donner à l'administration un conseil ou mandat de lien institutionnel entre l'interne et l'externe.

Le processus d'éducation au sein de l'administration dont parlait M. Roch devrait aussi avoir lieu au sein de l'industrie et des ONG, car les ONG sont loin d'être sur la même longueur d'onde. Il y a un manque de coordination générale. On parle de ces groupes sectoriels qui se réuniront selon les besoins, l'aspect "selon les besoins" me gêne, il devrait y avoir un lien permanent et direct entre le groupe de travail externe et le groupe de travail interne.

Concernant le document de la DDA, je voulais savoir si l'OFAEE et l'OFÉFP ont fait ou feront également ce type de réflexion, car cela m'aurait intéressé d'avoir également aujourd'hui les propositions de l'OFAEE et de l'OFÉFP pour la mise en oeuvre du suivi de la CNUED.

H.B. Peter

Ich möchte mich zur Frage "Entwicklung und Umwelt" und zu unserer Kommission äussern: Wir können "Entwicklung" nicht mehr nur mit dem Begriff "nachhaltige Entwicklung" abdecken. Ich betone, dass ich froh bin, Herrn Roch als Vertreter des BUWAL an unserer Diskussion teilnehmen zu sehen. Jedesmal wenn in der Kommission das Stichwort "Entwicklung und Umwelt" Suivi de Rio diskutiert wird, sollte ein Vertreter des BUWAL unseren Sitzungen beiwohnen.

Bei der Fülle der Prioritäten sind alle überfordert. Die verschiedenen Milieus sollten sich in der gleichen Zeitspanne mit den selben Problemen beschäftigen, damit die Arbeiten effektiver und die Zusammenarbeit sinnvoller werden.

Ich schätze das Dokument "Proposition de la DDA pour la mise en oeuvre du suivi de la CNUED" (datiert Oktober 1992), welches wir von der DEH erhielten. Jedoch habe ich festgestellt, dass es noch nicht gelungen ist, abgesehen vom Begriff "renforcement" Ziele und Instrumente genau zu benennen und Folgekosten abschätzen zu können. Wir müssen zu Präzisierungen kommen.

Die Verbindung mit dem Bereich Wissenschaft ist gut gelungen anlässlich der Rio-Konferenz im letzten Jahr. Gibt es hier präzise Organisationsformen, wo diese Verbindung weiterhin gepflegt wird?

B. Brazzola

Je crois qu'on est en train de créer 2 groupes de liaison trop distincts. D'un côté celui de la Confédération et de l'autre côté celui des organisations privées. Je crois qu'il faut absolument, et à court terme, prévoir un espace permettant les échanges entre ces deux groupes et ne pas les laisser trop séparés. D'autre part, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt le document que nous avons reçu, il

donne les lignes générales de l'A21. Mais je crois qu'il y aura des problèmes, soit de lenteur institutionnelle soit de différentes opinions lorsqu'il s'agira de concrétiser ces recommandations. C'est pourquoi il est urgent de créer un espace d'échange entre les deux groupes.

J.-F. Giovannini

En ce qui concerne la relation entre les deux groupes de liaison, nous allons suivre les conseils que vous nous donnez. Nous sommes très reconnaissants des impulsions que nous donne cette commission. Notre intention était bien que les deux groupes de liaison se consultent régulièrement et il est probable que nous devrions avoir un certain nombre de séances communes. Nous devrions arriver à faire de ces deux groupes de liaison un groupe dynamique qui entraîne le processus global. Nous vous informerons lors de la prochaine séance de la commission consultative sur ce sujet.

En ce qui concerne les milieux scientifiques, nous avons pour l'instant dans le groupe de liaison des milieux privés des représentants des milieux scientifiques, en particulier du Fonds National pour la recherche scientifique, et de l'Académie suisse des sciences naturelles, mais il est vrai que sur le plan des sciences sociales nous n'avons pas encore de partenaire. Nous allons suivre cette suggestion car je pense qu'il est effectivement important que nous soyons également secondés de ce côté là.

P. Roch

Pour confirmer ce qu'a dit M Giovannini, je crois que le rôle précis du groupe de liaison externe et son articulation sur le travail interne devrait être défini dans le mandat qui sera donné à ce groupe. La composition du groupe ainsi que son mandat devraient être décidés officiellement lors du prochain CIRio.

Quant à l'idée de la participation de l'OFEFP à cette commission, je m'en remets à votre président, mais je déclare d'emblée que nous serions très disposés à y être invités.

R. Gerster

Unsere Anliegen sind klare und effiziente Strukturen. Meine Frage: Wir haben die Zusammenfassung der AGENDA 21 erhalten. Es gibt aber auch noch die verbindlichen Originaltexte dieser AGENDA 21. Wo sind sie erhältlich? Für die politische Arbeit ist der originale Wortlaut notwendig.

R. Clémenton

Die UNO schiebt die Veröffentlichung der AGENDA 21 aufgrund der grossen Budgetkrise immer länger hinaus. Es gibt einige Arbeitskopien, die wir in französischer Version haben. Da es sich aber um ein Dokument von ca. 500 Seiten handelt, ist eine Vervielfältigung schwierig. Wir rechnen damit, dass nächstens von der UNO genügend Exemplare erstellt werden. Diese Exemplare werden zu 25 US\$ abgegeben. Die AGENDA 21 ist aber auf Diskette bereits effektiv vorhanden.

H.-R. Nebiker

Unsere Kommission erwartet also folgendes:

- 1) Organigramme/Organisation
- 2) Orientierung über den Verlauf der Arbeiten
- 3) Einbezug vor den wichtigen Weichenstellungen.

TRAKTANDUM 4

P. Roch

Global Environment Facility / GEF

La GEF a été créée en 1991 par la BM, le PNUD et le PNUE afin de faire face à des besoins particuliers dans le domaine de l'environnement. Elle a été créée pour une période expérimentale de 3 ans et très rapidement elle est devenue l'organe de coordination pour les investissements prévus dans les différentes conventions internationales dans le domaine de l'environnement. Nous sommes aujourd'hui en train de négocier la poursuite de ce Fonds, son réapprovisionnement pour les 3 prochaines années et également sa restructuration afin que son fonctionnement, et en particulier ses organes de décision, correspondent à une structure qui permette un meilleur droit de co-décision des pays du tiers-monde qui ne contribuent pas au Fonds. Ce Fonds est appelé à gérer les fonds des différentes conventions telles que, la Convention sur le climat, sur la biodiversité, sur la protection de la couche d'ozone etc... Si l'on veut obtenir un organe centralisé pour le financement de ces conventions, ce qui nous paraît rationnel, il faut offrir aux pays du tiers-monde une possibilité de co-décision. La Suisse a contribué durant les 3 premières années pour un montant de 80 mio qui ont été pris sur le crédit de 700 mio voté par les Chambres fédérales. Nous disposons encore pour les 3 prochaines années d'une somme égale. Pour les 3 premières années, la contribution de la Suisse représentait 4% du Fonds, si le Fonds est appelé à doubler ses contributions pour répondre au besoin des futures conventions, nous aurions encore une contribution de 2% ce qui est légèrement au-dessus de notre part normale dans les affaires internationales. Ce Fonds attribue des moyens permettant de couvrir les coûts supplémentaires engendrés par les mesures de protection de l'environnement. Pour l'instant il existe une centaine de projets financés ou en cours d'étude dans ce programme de la GEF et ce, dans les domaines du climat, de la réduction du CO₂, dans les projets de la conservation de la diversité biologique et pour les problèmes de protection des eaux internationales, par exemple.

R. Cléménçon

Die Schweiz hat an den GEF-Teilnehmertreffen darauf bestanden, dass man die Pilotphase einer Evaluation unterzieht. Das GEF-Sekretariat, welches vor allem von der Weltbank gestellt wird, ist darauf relativ spät eingegangen. Es wurde nun ein unabhängiges Evaluationspanel von 8 Personen zusammengestellt, in welchem die Schweiz auch vertreten ist. Die speziellen Schwierigkeiten der GEF bestehen darin, dass drei internationale Organisationen - die Weltbank, das Umweltprogramm (UNEP) und das Entwicklungsprogramm (UNDP) der

Vereinten Nationen - versuchen, zusammenzuarbeiten. Diese Evaluation ist für uns ein Erfolg. Der Abschlussbericht wird bis Dezember 1993 vorliegen. Im Dezember wird auch die definitive Entscheidung gefällt bezüglich der Wiederauffüllung dieser zweiten Phase der GEF.

R. Cléménçon

Die GEF ist ursprünglich aufgrund einer Initiative von Frankreich und Deutschland entstanden, die verhindern wollten, dass im Rahmen der verschiedenen globalen Umweltkonventionen separate Finanzierungsfonds geschaffen würden. Es sollte ein einheitlicher Fonds kreiert werden.

Anfänglich waren in erster Linie Geberländer in diesen Versammlungen vertreten (16 Geberländer). An der letzten regulären Teilnehmersitzung in Abidjan (Dezember 1992) hat man beschlossen, dass die GEF für alle Staaten generell offen stehen soll. Ein Teil der Restrukturierungsverhandlungen bezieht sich darauf, wie man einen neuen Entscheidungsmechanismus etablieren will. Man spricht davon, sogenannte Constituencies zu bilden. Die Staaten müssen sich dann in Gruppen zusammenfinden. Jeder Staat wird in den zukünftigen Teilnehmertreffen durch einen Gruppenvorsitz vertreten (ähnlich der UNEP oder Weltbank) sein. Die Restrukturierung der GEF ist deshalb so wichtig, weil die Vertragsparteien zur Klimakonvention, die sich nächstes Jahr zum ersten Mal treffen werden, darüber befinden müssen, ob die GEF als Finanzierungsmechanismus für die Klimakonvention akzeptabel ist.

F. R. Staehelin

Die internen Reformanstrengungen der UNO sind leider kürzlich in New York "auf Felsen aufgelaufen". Vor allem die lateinamerikanischen Länder haben sich sehr stark gegen kleinere, effizientere Exekutivräte gewehrt. Seitens der nordischen Staaten herrschte eine tiefe Verbitterung. Wie sich das auf die Wiederauffüllung bzw. freiwillige Finanzierung des UNO-Entwicklungsprogrammes (UNDP) auswirken wird, zeigt sich in den kommenden Jahren.

Wenn dem PNUD weniger Geld zufließt, sind die Lateinamerikaner nicht sehr davon betroffen. Auch z.B. Indien zeigt sich nicht an wirksamen kleinen Exekutivräten interessiert, die eher in indische Prioritäten mit den internationalen Programmen eingreifen.

Es hat mich gefreut, in Washington festzustellen, wie sehr die erwähnte Evaluationsarbeit geschätzt wird. Ich sprach mit dem Chef der Evaluation der Weltbank, der mir bestätigte, dass der Beitrag des schweizerischen Experten, Herrn Högger, ausserordentlich wertvoll sei für die Ausarbeitung der GEF-Evaluation. Für die Weltbank ist es neu, ein aussenstehendes Team an eine Evaluation heranzulassen.

R. Gerster

Ich danke für die konstruktive Rolle, die die Schweiz in diesem Zusammenhang gespielt hat. Es war ein Anlie-

gen unsererseits, dass es eine unabhängige Evaluation geben sollte. Dass die Schweiz sich dafür eingesetzt hat, ist als positiv hervorzuheben. Es ist erfreulich, dass immerhin eine Art Mischung zwischen Evaluation in eigener Angelegenheit und unabhängiger Evaluation erreicht worden ist.

In Bezug auf die Entscheidmechanismen und das Verhältnis zu den Konventionen, die zur Diskussion stehen, scheint es mir wichtig, dass nicht die gesamte Verantwortung beim Exekutivdirektorium der Weltbank belassen wird. Das Protokoll von Montreal zur Ozonschicht hat einen sehr paritätischen Entscheidmechanismus. An dieser Form von Entscheidungsfindung kann man sich orientieren. Im Verhältnis zu der Klimakonvention und der Biodiversitätskonvention finde ich es nicht richtig, wenn die konkreten Beschlüsse im entscheidenden Organ der Weltbank liegen würden anstatt bei den Konventionen selbst. Gliedstaaten, welche die Konventionen ratifiziert haben, sollen auch darüber entscheiden können, welche Projekte im Rahmen der GEF unterstützt werden sollen. Die gesamte Problematik dieses Entscheidmechanismus basiert darauf, dass es sich in 80% der Fälle um eine Zusatzfinanzierung der Weltbankprojekte handelt. Es besteht natürlich die Gefahr, dass die Weltbank wegen dieser Aufstockung die eigentlichen Projekte nicht ökologischer und umweltfreundlicher formuliert. Dies ist nicht die ursprüngliche Idee der GEF-Initianten. Was die Beteiligung der Schweiz an dieser Wiederaufstockung betrifft, kennen wir die Budgetsorgen unseres Landes. Es kommt also wieder die Frage nach der Additionalität dieser Mittel auf die Schweiz zu.

G. Goetz

Im Anschluss an den Kommentar von Herrn Gerster: Es sollte eine Verbilligung von Weltprojekten sein, in denen Umweltbedingungen absolut befriedigend erfüllt werden. Die GEF sollte deshalb in Zukunft an Bedeutung gewinnen. Mit diesem Instrument können das Direktorium der Weltbank und die Industrieländer einen Anreiz bewerkstelligen für Umweltpolitik. Bei späterer Gelegenheit wäre ich an einer Darstellung über den Einbezug der GEF in die Weltbankpolitik interessiert. Dies ist meiner Meinung nach ein wichtiges, zukünftiges Instrument.

R. Clémenton

Kurz zur Frage der Verbindung zwischen den Konventionen und der GEF: Die Projektentscheide werden von den drei erwähnten Agenturen gefällt. Wir müssen uns bewusst sein, dass ein flexibler Mechanismus nötig ist.

Zur Aufstockung der Weltbankprojekte: Das Ziel der GEF ist es, dass sogenannte Implementierungskosten finanziert werden, d.h. anfallende Kosten, wenn ein Projekt umweltgerecht ausgestaltet werden soll. Die Definition dieser Implementierungskosten stellt auch in der Praxis ein grosses Problem dar. Es macht aber trotzdem Sinn, bestehende Weltbankprojekte mit einer GEF-Komponente aufzustocken, um spezifische Resultate erzielen zu können (Beispiel Nigeria: Erdgas wird erfasst, um Erdöl

zu substituieren. Ein halbes Prozent der gesamten weltweiten CO₂-Emissionen könnte reduziert werden.).

R. Gerster

Die Befürchtung besteht natürlich, dass irgendwo Tourismusförderung durch einen GEF-Kredit geregelt wird!

H.-Ph. Cart

La remarque de M. Gerster va dans le sens dans lequel nous avons négocié la 10ème reconstitution des ressources de l'IDA. Il n'y a pas que la GEF pour les questions d'environnement. Au départ, dans les négociations de l'IDA, certains pensaient que cette 10ème reconstitution pourrait atteindre 16 mrd de droits de tirages spéciaux (DTS) et certains pays demandaient que de ces 16 mrd on en utilise 2 ou 3 comme "fenêtre verte". Ils pensaient de cette manière pouvoir mieux convaincre leurs parlements d'être généreux en la matière, l'environnement étant "à la mode". On s'est aperçu qu'on n'arriverait finalement pas à 16 mrd et on s'est entendu sur le montant de 13 mrd pour la 10ème reconstitution de l'IDA, ce qui représente d'ailleurs déjà une augmentation substantielle par rapport à la 9ème reconstitution. La position suisse a été de dire qu'il y avait une faute méthodologique à vouloir faire une "fenêtre verte" car c'est l'ensemble des activités qui doivent "verdir".

P. Roch

C'est bien sûr le but du développement durable, mais nous sommes dans une phase de transition. Il y a actuellement des rapports complètement déformés sur les valeurs de l'internalisation des coûts, notamment, qui nous obligent à prévoir des investissements spéciaux pour les questions d'environnement. Le but à long terme est une internalisation complète de ces questions, aussi au niveau suisse. Mais dans la phase de transition, je crois qu'il faut prévoir les moyens de favoriser cette transition en effectuant de bons projets à titre d'exemple.

M. Meyer

Ich möchte betonen, dass sowohl die Weltbank wie auch die regionalen Banken einen relativ grossen Teil ihrer Finanzierungen für direkte Umweltprojekte in Entwicklungsländern verwenden. In diesem Sinn besteht in den Verhandlungen des GEF das Problem der Additionalität und der Integrierung. Denn die zu diesem Zwecke verwendeten Ressourcen sind wahrscheinlich jetzt schon grösser als GEF zusätzlich hinzubringen kann.

Zweitens muss man auch den praktischen Aspekt der Projektvorbereitung sehen. Ein Projekt wird nicht von einem interinstitutionellen Komitee, sondern von einer Arbeitsgruppe vorbereitet, die vor Ort sein muss. Die Abklärung dieses praktischen Aspektes ist für die Zukunft der GEF sehr wichtig.

L. Uchtenhagen

Am 14. April 1993 fand eine Sitzung der Subkommission in ihrer neuen Zusammensetzung statt, wobei die Bretton-Woods Probleme den grössten Teil der Zeit beansprucht haben.

- Arbeitsprogramm der Weltbank
- Erläuterungen der Prioritäten durch die Verwaltung / Ländergruppe
- Länderprojekte / Regionalprojekte

Das Arbeitsprogramm der Weltbank ist ein umfangreiches Dokument. Die Verwaltung erläuterte uns ihre Prioritäten, nämlich die zu uns gehörende Ländergruppe, und zeigte Bereiche auf, wo bereits Zusammenarbeitserfahrung besteht. Auf die Kriterien der Verwaltung gestützt, wird nun ein vereinfachtes Arbeitsprogramm erarbeitet, welches in Zukunft der Subkommission ebenfalls unterbreitet wird. Wir nahmen zur Kenntnis, wie relativ gering die Einflussnahme auf die einzelnen Projekte ist. Dies deshalb, weil man in der Anfangsphase dieser Projekte fast keinen Zugriff hat. Selbst unser Exekutivdirektor J.-D. Gerber verfügt über keine Unterlagen der einzelnen Projekte. Kritische, an den Exekutivsitzungen eingebrachte Bemerkungen haben in der Regel kaum Auswirkungen auf die einzelnen Projekte, wohl aber auf zukünftige Schwerpunkte und Projekte der Weltbank.

Von Seiten der Kommission wurde auf zwei Aspekte hingewiesen:

- die oft fehlende Mobilisierung von Privatkapital, auch in Ländern, welche Strukturanpassungsprogramme durchführen
- häufigere Berücksichtigung regionaler Dimensionen und nicht nur spezifische Projekte/Länder

Eine grössere Diskussion verursachte das Narmada-Projekt. Der Staat Indien verzichtet auf Weltbankkredite. Ist dies ein Pyrrhus-Sieg? Das wird man erst später beurteilen können. Die Zielsetzungen der Weltbank wie "Schutz der Minderheiten" und ökologische Gesichtspunkte, kann die Weltbank jetzt natürlich nicht mehr einfließen lassen. Wir sind darum der Meinung, dass die Weltbank technisch doch noch so weit als möglich mitarbeiten sollte. Es wurde festgestellt, dass die Ablehnung des Narmada-Projektes auch positive Auswirkungen auf die zukünftige Auswahl von Projekten haben wird.

Bezüglich der Rolle der NGO's war man sich bewusst, dass ihre Stellungnahmen kritisch hinterfragt werden müssen.

In der Diskussion über das Projekt "Wasserkraftwerk Pangué, Chile" hatte die Arbeitsgemeinschaft negative Kritiken weitergegeben, die sie von den betreffenden NGO's aus Chile erhalten hatte. Die Verwaltung kam auf Grund entgegengesetzter Informationen zu einer positiven Stellungnahme.

Im allgemeinen nehmen unser Exekutivdirektor und die Bretton-Woods Institutionen die Empfehlungen unserer NGO's bereitwillig entgegen. Zum Wapenhans-Bericht: Die Verwaltung hat eine Stellungnahme an die Mitglieder der Kommission verschicken können, obwohl sie erst nach dem Entscheid im Exekutivrat vorlag. Wir möchten vor allem bei der Umsetzung des Wapenhans-Berichtes in die Evaluation und Kontrolle miteinbezogen werden. Das Management der Weltbank hat seine "Hausaufgaben" nicht ganz gemacht. Der Wapenhans-Bericht ist sehr gut, jedoch wurde bisher noch nicht viel Konkretes daraus geschlossen.

Zum Entschuldungs-Programm nur folgendes:

Mit Bolivien wurde ein Entschuldungsabkommen über den Erlass von 43 Mio. Frs. Schulden abgeschlossen. Das Land stellt für 11% der zu erlassenden Schuld lokale Mittel zur Verfügung, welche zur Finanzierung von Entwicklungsprojekten dienen. Diese Gelder werden in den Sektoren Umwelt, Förderung von Kleinunternehmen und Handwerksbetrieben verwendet.

Ein weiteres Problem besteht mit der Finanzdirektion, die nicht mehr einverstanden ist mit dem Rückkauf kommerzieller Schulden auf dem Sekundärmarkt, obwohl das Parlament dies ganz klar beschlossen hat. In der Subkommission wurde entschieden, dass Herr Nebiker und ich einmal zu Herrn Bundesrat Stich gehen, um zu versuchen, ihn für unser Anliegen zu gewinnen. Es ist jedoch allen bekannt, wie schwierig es manchmal sein kann, Herrn Bundesrat Stich zu überzeugen.

Gemäss Plan 93 sollen neben Bolivien noch weitere Länder entschuldet werden, welche die Grundbedingungen der Entschuldung erfüllen (Ecuador, Peru, Nicaragua, Mali, Honduras, Moçambique, Tanzania, Zambia, Jordanien, Philippinen). Es gibt eine zweite, weitere Rückkaufaktion von ERG-garantierten Krediten, insbesondere für Aegypten, aber auch für einzelne kleinere Länder. Im Falle Aegyptens wird man versuchen, dies mit einer Auktion zu realisieren.

Für weitere Fragen stehe ich Ihnen gerne zur Verfügung.

H.-R. Nebiker

Ich danke Frau Uchtenhagen für diese Orientierung. Wir gliedern die Diskussion in drei Teile:

- Narmada
- Wapenhans-Bericht
- Entschuldung

P. Trappe

Ich teile die Auffassung der Kommission, dass der Entscheid positive Auswirkungen auf die zukünftige Auswahl der Projekte haben könnte. Allerdings besteht folgende Gefahr: Das Schwergewicht der Ueberlegungen dieser Kommission bestand darin, dass die sich schon im Gang befindenden Umsiedlungsprogramme unter menschen-

unwürdigen Bedingungen stattfanden und nicht vertretbar sind. Unsere Schwierigkeit ist, dass wir aus diesen Erfahrungen etwas lernen müssen, weil wir es in der Welt ständig häufiger mit Umsiedlungsprogrammen zu tun haben werden. Bedenken wir nur die Worte Herrn Ghadafis betreffend Auswanderung seiner Bürger und Bürger anderer Maghreb-Staaten in Richtung Süd-Tschad/Aegypten. Wenn man die Problematik Wassersammlung für Trinkwasserzwecke oder Bewässerungszwecke vor Augen hat, muss mit einem vermehrten Dammbau gerechnet werden. Nicht Grossdämme wie Assuan, aber andere Systeme etc. Die Tragik besteht darin, dass man einen Damm nur dort bauen kann, wo heute noch eine Tallandwirtschaft betrieben wird.

Insofern steht also nicht die Frage "Umsiedlung JA/NEIN?" im Vordergrund, sondern die Frage "Umsiedlung unter welchen Bedingungen?". Beim Assuan-Staudamm gab es damals keine Möglichkeit, die Bauern menschenwürdig umzusiedeln. Deshalb haben sich die westeuropäischen Länder distanziert. Die Russen haben das Projekt unter grauenvollen Bedingungen beendet, da 42'000 Bauernfamilien aus dem fruchtbarsten Baumwollgebiet Syriens umgesiedelt worden waren. Die Stadtbevölkerung der heute im See versunkenen Stadt, wurde mit Militäraufgebot aus der Stadt vertrieben.

P.-L. Giovannini

Quelques remarques par rapport aux réflexions que nous avons eues dans le groupe. Les projets importants devraient, à notre point de vue, être accompagnés de crédits d'information. Avant même que le projet ne soit mis en chantier, il faudrait qu'il soit présenté aux populations locales afin qu'elles puissent réagir. Par la suite il faudrait continuer de les consulter régulièrement. Un projet a de toute évidence plus de chances de réussir avec le soutien des populations locales que s'il est fait malgré ou sans eux.

Autre point à soulever, la problématique des crédits faits par tranche. Le projet total de Narmada, y compris les 75'000 km de canaux est plus important que les 3 mrd qui ont été votés au début. Le barrage va être fait ainsi que les déplacements de populations, mais le reste, ce qui doit servir à l'irrigation et, entre autres, à l'irrigation des plus pauvres ne sera pas fait faute de moyens. C'est pourquoi il faudrait considérer l'ensemble du projet et non pas le considérer par tranches afin d'éviter qu'une partie du projet ne soit pas réalisé car il n'y a plus de crédits.

H.-R. Nebiker

Ich hätte zu Narmada noch eine Ergänzung: Bei den Beilagen der Kommission war unter anderem ein Rapport unseres Koordinators in Indien zu finden. Er hat festgestellt, dass die Information sehr einseitig ist. Offenbar war auch der *RUNDSCHAU*-Bericht im Fernsehen manipuliert worden. Interviewte Personen wurden falsch übersetzt. Dies belastet den Ruf der NGO's. Ich werde künftig Sendungen wie die *RUNDSCHAU* auch kritisch hinterfragen und nicht nur das Projekt an sich. Ich überlegte mir, ob nicht eine Beschwerde an die zuständige Instanz angebracht wäre.

- L. Uchtenhagen
Zum Teil hat Herr Nebiker gewiss recht, aber Filme sind ja nun mal Realität. Die Wahrheit liegt sehr wahrscheinlich irgendwo in der Mitte. Unsere Kommission hat eine gute Stellungnahme abgegeben. Die Weltbank und ihre Benchmarks kamen ein bisschen spät. Denn erst als die Opposition wuchs, hat man die Bevölkerung berücksichtigt. Dieses Narmada-Projekt würde heute von der Weltbank nie mehr bewilligt werden. Es ist ein Projekt aus den Jahren des Gigantismus der 60er Jahre. Man muss sich fragen, wie ein schlechtes Projekt noch einigermassen korrigiert werden kann. Narmada ist ein schlechtes Projekt. Die gesamten Anschlussprogramme, die das Projekt eigentlich wertvoll machen würden, sind sehr fraglich.
- R. Bär
Ich glaube nicht, dass unsere Kommission einer Manipulation unterlegen war. Der Bericht der *RUNDSCHAU* wurde nach dem Entscheid innerhalb der Kommission ausgestrahlt.
- L. Uchtenhagen
Es wäre für unsere Kommission wichtig gewesen, dass der Bericht des Koordinators schon damals vorgelegen hätte.
- R. Gerster
Ich weise darauf hin, dass die Grundlage für die kritische Betrachtung des Narmada-Projektes, nicht einzelne Äusserungen der NGO's sind, sondern es ist der 400-seitige Bericht der unabhängigen Morse-Kommission, in welchem die gesamte Kritik nachzulesen ist. Ich glaube, auf dieser Basis müssen wir nochmals unsere eigene Rolle reflektieren. Alles von der Kommission entschiedene finde ich berechtigt. Ich erwähnte schon in der Subkommission, dass mich diese Informationen sowie die kritischen Betrachtungen der NGO's nicht erstaunten. Ich glaube auch, dass eine kritische Beurteilung der NGO's-Informationen ebenso berechtigt ist, wie die der Weltbank-Informationen.
- H.-R. Nebiker
Es ist klar, dass wir nicht aufgrund des *RUNDSCHAU*-Berichtes, sondern aufgrund des Hearings und weiterer Informationen urteilen. Die Diskussion über die Entwicklungspolitik der Weltbank findet in der Öffentlichkeit statt. Es ist bedauerlich, dass die Grundlagen diesbezüglich manipuliert wurden.
- P. Trappe
Auch ich will darauf hinweisen, dass die *RUNDSCHAU* nach unserem Beschluss ausgestrahlt wurde. Und unser Beschluss war einstimmig. Wir wurden nie über Alternativen informiert. Ein Hauptproblem wurde verdrängt: Wie in den nächsten Jahrzehnten diese 200'000 Menschen weiterleben sollen.
- P. Veyrassat
Après cette décision, reste-t-il à la communauté internationale, à la BM et aux cercles extérieurs des moyens d'influencer ce projet et sa mise en oeuvre? Mme Uchtenhagen a parlé du niveau technique à ce sujet, est-ce que on peut me fournir un élément de réponse?

H.B. Peter

Mir ist ebenfalls die Feststellung wichtig, dass unsere Kommission unabhängig von dieser *RUNDSCHAU*-Sendung entschieden hat.

Wir sprechen ständig von "wir". Manchmal meint man mit diesem "wir" die Kommission und manchmal die Schweiz. Dies sollte besser auseinandergehalten werden. Ich habe mir meine Meinung aufgrund der vorliegenden Rapporte und der Berichte eines Koordinators eines schweizerischen Hilfswerks in Südindien gebildet. Dieser kennt die Region sehr gut und hat kritisch Stellung dazu genommen. Ich würde auch nicht von einem Pyrrhus-Sieg reden. Es ist ein Unterschied, ob ein schlechtes Projekt mit oder ohne Weltbank zu Ende geführt wird. Es ist besser, das Projekt ohne Weltbank zu Ende zu führen. Mit diesem Rückzug der Finanzierungsgesuche ist Indien jetzt auch freier, Modifikationen vorzunehmen.

P.-L. Giovannini

Plus l'information est distante et isolée, plus elle est sujette à caution. Il convient d'avoir toujours une attitude critique face à une information mais cela est d'autant plus difficile que les moyens de vérification sont faibles. Dans le cas précis l'idéal aurait été d'envoyer une équipe de journalistes afin de faire une enquête. La leçon que je tire de cette affaire de Narmada, indépendamment du fait que la Suisse venait de commencer son travail à la BM, c'est que l'on ne doit pas attendre, lorsqu'il y a un problème, que l'information vienne des opposants. Je pense que l'on doit avoir le courage de dire "la Suisse doit prendre position sur un problème controversé voilà les éléments dont nous disposons". A partir de là, les autres éléments viennent compléter la première information et non pas se substituer à une information défailante. Pour répondre à M. Veyrassat, je crois que nous n'avons pas aujourd'hui les éléments qui nous permettraient de dire ce que l'on peut faire. M. Gerber nous a montré son attachement à nos valeurs par rapport à son rôle dans la BM. On devrait lui demander s'il juge utile de prendre une quelconque mesure dans le cadre de ce projet et lui donner en somme carte blanche dans ce domaine là.

M. Meyer

In Bezug auf die letzte Frage, was die Weltbank jetzt bezüglich dieses Projektes machen wird, ist es nicht ganz klar, wie stark die Weltbank dort noch mitmachen kann. Gewiss wird jetzt ein Schlussbericht über dieses Projekt erstellt und gleichzeitig gibt es auch noch Massnahmen der technischen Zusammenarbeit, die von der Weltbank weiterhin begleitet werden. In dem Sinn hat die Weltbank immer noch die Möglichkeit, das Projekt weiterzuverfolgen und den Dialog mit der indischen Regierung weiterzuführen. Allerdings, wenn dieses Projekt weiterhin als ein Politikum im Raum steht, wird die indische Regierung wahrscheinlich nicht die Möglichkeit haben, den weiteren Dialog mit der Weltbank offiziell zu akzeptieren.

F.R. Staehelin

Kürzlich hatte ich Gelegenheit, in Washington mit einem der drei Stellvertreter des Weltbankpräsidenten, der

früher eigentlich für das Indien-Programm als Direktor verantwortlich war, zu sprechen. Er fühle sich mitverantwortlich für dieses Narmada-Projekt, sicherlich sei es aber nicht auf eine leichtfertige Art so weit gekommen. Der Rückzug der Inder empfinde er schon irgendwie als einen Pyrrhus-Sieg, da man von der Weltbank keine Missionen mehr hinsenden kann. Aber die Bank wird diese Frage im Rahmen des Möglichen weiterverfolgen, wie mir der zuständige Chef der Evaluation bestätigt hat. Der Dialog wird aufrechterhalten. Indien hat selbst festgelegt, dieses Projekt unter Respektierung der bisherigen Zielsetzungen durchzuführen. Es ist natürlich anzunehmen, Indien werde eher Kompromisse eingehen, falls es sich als schwierig erweist, diese Ziele zu erreichen.

Ich war froh, über die Lancierung der klaren und sorgfältigen Stellungnahme, welche die "Beratende Kommission" getroffen hat. Die Art, mit der sich die Schweiz mit diesem Thema auseinandergesetzt hat, fand in Washington wertvolle Beachtung. Man hat von den Fristen gesprochen. Wir werden uns besser organisieren müssen. Ich bin überzeugt, dass wir mehr Reaktionen vom Feld in das Exekutivbüro hineinbringen können, damit der Exekutivdirektor diese auswerten kann.

H.-R. Nebiker

Wir gehen zum zweiten Element "Wapenhans-Bericht" über:

F.R. Staehelin

Es ist leicht zu behaupten, das Management der Weltbank habe seine "Hausaufgabe" nicht erfüllt. Es wird ein Seminar zwischen Exekutivdirektoren und Management durchgeführt. Das Management wird dann einen Plan für das künftige Vorgehen vorlegen. Dieser wird z.B. sehr genaue Anweisungen mit Check-Listen an die Projektmanager beinhalten, um die Lehren aus dem Wapenhans-Bericht umzusetzen. Der Wapenhans-Bericht war eigentlich eine von der Weltbank selbst organisierte und sehr kritische Beurteilung. Damit die Umsetzung funktioniert, kann sie nicht einfach dekretiert, sondern muss partizipativ erarbeitet werden, was jedoch Zeit in Anspruch nimmt. Wir werden sie darüber orientieren, sobald wir mehr darüber erfahren.

In diesem Zusammenhang möchte ich noch beifügen, wie erfreulich die Kontakte in der Weltbank für mich waren. Seit wir Mitglied der Weltbank sind und einen Exekutivdirektor haben, der ein Dialogpartner des Managements ist, sind auch unsere Gespräche mit dem Top-Management differenzierter geworden. Jetzt sprechen wir über grundsätzliche Fragen der Weltbank-Politik. Vorher war das Gespräch auf marginale Ko-Finanzierungen begrenzt.

Ich möchte vorschlagen, dass Herr Nebiker als Präsident dieser Kommission und Frau Uchtenhagen vorsehen, in Washington Gespräche dieser Art aufzunehmen. Die Weltbank ist interessiert an solchen Kontakten. Dies wird unsere Arbeiten hier bereichern.

- H.-R. Nebiker Hat jemand Bemerkungen zum Element "Entschuldung"?
- H.B. Peter Im Bericht der Kommission wurde erwähnt, diese fraglichen Aufkäufe von Schulden auf dem Sekundärmarkt sei nicht mehr möglich und diesbezüglich sei ein Gespräch mit Herrn Bundesrat Stich vorgesehen. Es wäre wichtig, dass die Gesamtkommission sich vorbereitet, eine Stellungnahme dazu abzugeben. Dies müsste an einer nächsten Sitzung besprochen werden, schliesslich betrifft es den Kern des Entschuldungsprogrammes, welches vom Parlament anlässlich des Jubiläumsjahres der Eidgenossenschaft bewilligt wurde.
- Meine Frage an die Subkommission: Hat man sich mit der Frage der Zinszahlungen beschäftigt, die nach wie vor in die Kasse der Eidgenossenschaft fliessen? Ich weiss, dass sich unter Entwicklungsorganisationen ziemlich starke Opposition gezeigt hat, obwohl 1991 beschlossen wurde, Hilfe zu leisten, aber jetzt diese quasi Zinsen einzieht, anstatt sie zu sistieren, bis die Entschuldungsverhandlungen abgewickelt sind.
- L. Uchtenhagen Eine Stellungnahme der Kommission kann nicht in der nächsten Sitzung erarbeitet werden, weil bis dahin die Angelegenheit abgeschlossen ist. Wir müssen davon ausgehen, dass die Kommission zu den Entscheiden des Parlamentes steht. Es war ja damals ganz klar festgelegt worden, was man mit diesen Entschuldungen eigentlich erreichen will. Wir wollen nur das Entschiedene durchsetzen. Wenn der Präsident die Kommission anfragt, ob sie nach wie vor zu ihren Entscheidungen steht, sollte dies genügen. Es braucht keine schriftliche Stellungnahme.
- H.-R. Nebiker Davon bin ich eigentlich auch ausgegangen.
- K. Kennel Was uns dann bei der nächsten Sitzung vielmehr interessieren wird ist, wie das Gespräch verlaufen ist.
- H.-R. Nebiker Das Gespräch hätte bereits stattfinden sollen, jedoch kamen Terminschwierigkeiten dazwischen.
- M. Ferroni Die Angelegenheit mit den Zinszahlungen sieht folgendermassen aus:
Wir erwarten für den diesjährigen Zinszahlungsmodus für die 22 Länder, für welche wir die Forderungen im Besitz der Eidgenossenschaft haben, 10-12 Mio. Frs. Zinsen. Die Angelegenheit ist etwas störend, weil sie nicht ganz dem Sinn der Entschuldungsmassnahmen entspricht. Es ist jedoch ein internes Rechtsgutachten erstellt worden, welches besagt, dass diese Zinsen nicht an den Rahmenkredit, sondern an die Bundeskasse zurückfliessen. Andernfalls wäre es eine verkappte Aufstockung des von den Räten bewilligten Rahmenkredites.
- Die Schwierigkeit für uns ist die folgende:
Die Schweiz bleibt im Rahmen des "Pariser-Clubs" Gläubiger gegenüber diesen Ländern, bis zu dem Mo-

ment, wo wir die Entschuldungsverhandlungen führen. Ich glaube kaum, dass wir das ändern können. Hieraus erwächst natürlich ein gewisser Zeitdruck, mit den Entschuldungsverhandlungen so rasch als möglich fortzuschreiten. Andererseits müssen wir darauf hinweisen, dass gewisse Grundbedingungen vorhanden sein müssen, um auf die Entschuldungsverhandlungen überhaupt einzutreten.

M. Carera Ce point est assez important. Il devrait figurer à l'ordre du jour de la discussion que vous auriez avec M. Stich.

H.-Ph. Cart Mme la conseillère nationale Brunner a posé une question à ce sujet au Conseil fédéral et je crois que la réponse va sortir ces prochains jours.

M. Carera Si l'on peut faire quelque chose, il me semble qu'au nom de la commission on pourrait quand même dire que cela trahit l'idée de toute l'action. L'idée de mettre ces montants dans un fonds à part pour ensuite les réutiliser dans des actions de contrepartie me paraîtrait logique. Je comprends bien les finances qui essayent de prendre ce qui est bon à prendre, mais dans l'esprit de la décision du 700ème c'est autre chose. Il y a évidemment une logique comptable et une logique de développement et il me semble que la logique de développement devrait prévaloir et c'est celle que vous pourriez défendre lorsque vous verrez M. Stich.

R. Gerster Es ist ja unnötig zu bemerken, dass wir diese Einschätzung der Zinszahlungen dieses Problems teilen. Als Mitglied des Entschuldungsausschusses dieser Kommission stelle ich fest, dass wir seit Februar 1993 gehört haben, in den unmittelbar bevorstehenden Wochen werde die Anfrage von Frau Brunner beantwortet. Inzwischen sind weitere Monate verstrichen, woraus wir schliessen, dass die Sachlage politisch vielleicht immer noch nicht ganz geklärt ist?

H.-R. Nebiker Dies wird bestimmt Bestandteil des noch anstehenden Gespräches sein.

TRAKTANDUM 6

Mitteilungen der Verwaltung: Stand der Leitbild-Arbeiten

H.-Ph. Cart La dernière fois, j'avais moi-même proposé que ce point figure à notre ordre du jour, il n'y est pas. Je vais vous donner une brève explication. Tout d'abord, le menu de cette séance était déjà suffisant. La deuxième raison est que nous avons jugé que le texte dont nous disposons n'est pas encore dans une forme suffisamment élaborée pour vous être soumis. Nous désirons vous donner pour lecture un texte plus travaillé. Cela sera le cas dans un mois. La question qui se pose est celle-ci. La prochaine séance de la commission est agendée pour le 16 septembre et nous aimerions sortir ce rapport auparavant. Il

y a trois solutions:

1. La commission nous dit que nous pouvons aller de l'avant.
2. Nous envoyons ce texte dans un état avancé d'élaboration aux membres de la commission et ils peuvent prendre position par écrit ou par téléphone sur la chose.
3. On organise une séance extraordinaire.

H.-R. Nebiker

Ich empfehle, den zweiten Weg. So erhalten wir den Bericht, bevor er vom Bundesrat verabschiedet wird. Ich mache Sie jedoch ausdrücklich darauf aufmerksam, dass es sich hier um einen internen Bericht handelt.

R. Bär

Macht das aber überhaupt noch einen Sinn, wenn es keine Meinung der Kommission mehr gibt, da jedes Mitglied einzeln zu diesem Bericht Stellung nimmt? Das ist schliesslich nicht die Idee unserer Kommission. Wir beraten den Bundesrat und sollten möglichst in einer einheitlichen Art und Weise eine Stellungnahme abgeben.

H.-R. Nebiker

Es wird schwierig sein, einen Termin zu finden. Wann liegt der Bericht dem Bundesrat vor?

H.-Ph. Cart

Il n'y a pas de date fixe, mais nous devons sortir ce rapport avant que nous commençons le prochain message pour le nouveau crédit cadre. Il ne faut pas qu'il y ait temporellement collusion entre les deux choses. Il faudrait donc que l'on puisse le soumettre à notre ministre avant les vacances d'été.

H.-R. Nebiker

Der Bericht zuhanden der Kommission wäre also Mitte Juni bereit. Wenn eine Sitzung abgehalten werden soll, muss diese noch im Juni stattfinden.

Ziehen sie eine Sitzung oder einen schriftlichen Bericht vor? Wir stimmen darüber ab:

-Wer ist für eine zusätzliche Sitzung im Juni?

→ 8 Personen

-Wer hätte lieber keine Sitzung?

→ 3 Personen

Sie haben beschlossen, eine Sitzung abzuhalten. Die *ausserordentliche Sitzung findet am 10. Juni 1993, um 14:30 Uhr statt.*

TRAKTANDUM 6

H.-R. Nebiker

Für die *Sitzung am 16. September 1993* möchte ich Herrn *Bundesrat Cotti* einladen.

F.R. Staehelin

Es freut mich, dass es somit noch nicht meine letzte Teilnahme an einer Sitzung dieser Kommission ist. Das Leitbild ist eine sehr wichtige Angelegenheit und ich bin froh über den Beschluss, im Juni diese Sitzung durchzuführen. Was wir vorlegen werden, wird nicht das Endprodukt sein.

Ich habe bereits darauf hingewiesen, dass die Gespräche in Washington sehr interessant waren. Ich hatte Kontakte mit dem State Department und mit der US-Entwicklungsagentur US-AID. Es ist interessant festzustellen, welche neuen Akzente in der Clinton-Administration gesetzt werden.

Der Secretary des Schatzamtes, Bentson, sprach im Entwicklungskomitee über die Förderung der Privatflüsse in die Entwicklungsländer. Er betonte wie alle anderen die Wichtigkeit diese Privatflüsse für das wirtschaftliche Wachstum. Er hat dies jedoch gleichzeitig mit der Forderung verbunden, dass das zu einem *"equital sharing of the benefits of growth"* führen muss. Neue Themen rücken in den Vordergrund, über welche ich in den Reagan- und Bush-Jahren praktisch nichts gehört habe.

Der neue Chef der Entwicklungsagentur, der vom Senat in absehbarer Zeit bestätigt werden wird, nannte als erstes Ziel "profunde, grundsätzliche, moralische, politische und sicherheitspolitische Interessen" als im Vordergrund stehende Stichworte [*"... in helping the developing world respond to the growing demand for democracy, social justice and human rights ..."*]. Erwähnt wurde als zweite Priorität *"... promoting sustainable development ..."* und als dritte Priorität wurden *"... immediate and urgent need to assist the developing world and coping with global or transnational issues ..."* genannt. Er legte besonderes Gewicht einerseits darauf, dass die US-AID realistische Risiken eingehen muss und andererseits, betreffend der dritten Priorität, *"... strategies should be focused, integrated efforts based on aid field analyses of political economic and cultural realities ..."*. Die "cultural realities" sind für mich ein relativ neuer Aspekt in der amerikanischen Diktion. Und als fünfte Priorität zitiere ich Ihnen *"... emphasized participatory programmes putting people first in reaching both, our domestic and international goals..."*; *"... seek and secure international cooperation in our efforts ..."*. Es wird überall betont, wie sehr sie diese Zusammenarbeit und Absprachen, wie im DAC, unter den Gebern verstärken wollen. Man kann interessante Impulse und neue Gespräche erwarten.

In New York führte ich ein Gespräch mit dem Untergeneralsekretär der Vereinten Nationen, welcher für "sustainable development" und für den Wirtschafts- und Sozialrat zuständig ist. Er war der stellvertretende Generalsekretär der Rio-Konferenz, welcher es besonders begrüsst hat, dass Genf ein starkes Zentrum für Umweltfragen wird. Er hat angeregt, dass die Schweiz mit dem "mountain development" weiterfahre.

U. Scheidegger

Ich möchte folgende Anregung machen:
Im Rahmen dieser Kommission sollte einmal über den Beitrag der Schweiz an die europäische Entwicklungsbank orientiert werden. Ich konnte in ausländischen Zeitungen wie der *Financial Times* sehr kritische Berichte

über die Tätigkeit dieser Bank lesen. Wir sollten von allen Seiten Informationen haben.

M. Meyer

Die osteuropäischen Länder zählen bis heute nicht zu den Entwicklungsländern. Es wird auf internationaler Ebene diskutiert, vor allem in der OECD, wie die Definition der Entwicklungsländer neu gestaltet werden soll. Ich kann Ihnen zum jetzigen Zeitpunkt keine konkreten Auskünfte über die osteuropäische Entwicklungsbank geben. Soweit wir wissen, leistet die Bank eine gute Arbeit. Man sollte die Bank nicht ausschliesslich aufgrund der nicht zu rechtfertigenden Ausgaben verdammen.

G. Coutau

Sur cette question, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec le représentant suisse dans la direction de la Banque Européenne. Je dois dire qu'il a une argumentation convaincante au sujet des investissements effectifs qui n'ont pas encore été très considérables sur le terrain. Je crois qu'il y a des légitimations appréciables qui expliquent et justifient que l'on doit prendre un certain nombre de précautions. On arrive dans un "no-man's-land" et on n'a personne en face de soi avec qui l'on puisse discuter. Si l'on a des investissements importants et que les questions de responsabilité sur le terrain ne peuvent pas être réglées il faut prendre un certain nombre de précautions et cela retarde d'autant la mise en oeuvre effective des sommes qui sont déjà décidées. Les sommes décidées sur les programmes sont importantes mais elles n'ont pas encore été traduites par des transferts effectifs.

H.-Ph. Cart

Quelques remarques sur la situation de la planification financière.

Le 18 février le Conseil fédéral a décidé afin d'essayer de réduire le déséquilibre des finances fédérales de diminuer les demandes budgétaires par rapport au plan financier. Cette diminution est de 1% pour 94, de 1,5 % pour 95 et 2% pour 96. Cela représente pour l'ensemble de l'APD grosso modo: 13 mio en 94, 20 mio en 95 et 30 mio en 96 toujours par rapport à la planification. Si cette année nous disposons pour l'ensemble de l'aide publique au développement de 1,228 mrd selon le budget, nous allons demander pour 94, tenant compte de cette réduction, 1,280 mrd. Cela représente une augmentation de 4,2 % qui est donc très légèrement supérieure à l'inflation probable et pour 95 de 1,370 mrd et pour 96 de 1,488 mrd.

Le Conseil fédéral a également décidé que pour 1997 on pouvait, si l'on avait des justifications, demander 2,5% de plus par rapport au budget 96 corrigé à la baisse.

Nous avons dû faire ces réductions et en même temps incorporer dans notre budget, car cela n'était pas prévu lors de la planification, les dépenses nouvelles dues à notre adhésion à la Banque, à la Société Financière internationale, et notre participation à la 10ème reconstitution de l'IDA. Ce qui représente:

- en 1994 - 71,77 mio
- en 1995 - 93 mio

- et en 1997 - 142 mio.

Jusqu'à fin 96, nous avons trouvé une solution, non pas bonne, mais supportable en réduisant drastiquement nos contributions multilatérales ordinaires: PNUD, UNICEF, système onusien etc.. Nous n'avons pas touché à l'aide humanitaire car nous aurions trouvés cela indécent. Cela nous permet après quelques autres coupures de maintenir grosso modo les affaires en cours qui le méritent mais nous n'avons pas grande place pour de nouveaux projets et de nouvelles idées. Pour 1997 où notre courbe du fait de notre participation à l'IDA continue à augmenter, nous ne nous en sortirons pas avec la seule augmentation de 2,5%. Il nous faudra 20 mio de plus et c'est ce que nous demanderons au Conseil fédéral. Voilà la situation actuelle, le budget 1994 sera voté autour du 15 décembre.

H.-R. Nebiker

Für eine nähere Orientierung fände ich es angebracht, wenn wir uns in der nächsten Sitzung im September mit schriftlichen Unterlagen (Finanzplänen usw.) darüber informieren lassen, damit wir auch konkret dazu Stellung nehmen können. Es ist relativ spät, weil das Budget verabschiedet sein wird.

H.-Ph. Cart

On peut également le faire au mois de juin.

H.-R. Nebiker

Wir werden die Finanzpläne also ebenfalls für die Sitzung vom Juni vorsehen.

TRAKTANDUM 7

Verschiedenes

Keine Bemerkungen.



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FÜR
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN

*Direktion für Entwicklungszusammenarbeit
und humanitäre Hilfe*

Der Direktor

t.022.1(63)

Bern, den 4. Juni 1993

An die Mitglieder
der Beratenden Kommission für
internationale Entwicklungszusammen-
arbeit und humanitäre Hilfe

***Ausserordentliche Sitzung der Beratenden Kommission für internationale
Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe am 10. Juni 1993***

Betr. Dokument "LEITBILD NORD - Süd"

Sehr geehrte Damen und Herren

Das beigelegte Dokument ist ein Diskussionspapier, das keinen Anspruch auf Vollständigkeit erhebt. Zudem sind wir uns bewusst, dass gewisse Themen noch weiterer Vertiefung und Klärung bedürfen.

Die Diskussion in Ihrer Kommission wird uns wichtige Rückmeldungen für die weitere Ausarbeitung im Hinblick auf die Aemterkonsultation geben. Wir beabsichtigen, das Dokument wenn immer möglich bis nach den Sommerferien zu bereinigen, um es dem Bundesrat vorzulegen.

Mit freundlichen Grüßen

F.R. Staehelin

DER BUNDESPRÄSIDENT
DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT

Bern, den 2. Dezember 1992

Herrn Nationalrat
Hans-Rudolf Nebiker
Präsident der Beratenden Kommission
für Internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe
3003 Bern

Sehr geehrter Herr Präsident

Ihren Brief vom 22. Juli 1992 habe ich erhalten und mit Interesse gelesen. Zu Ihrer Anregung, das Mandat der Beratenden Kommission für Internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe auf die Osthilfe auszuweiten, möchte ich im Einvernehmen mit Herrn Bundesrat J.-P. Delamuraz, dessen Departement für die Finanzhilfe zuständig ist, wie folgt Stellung nehmen:

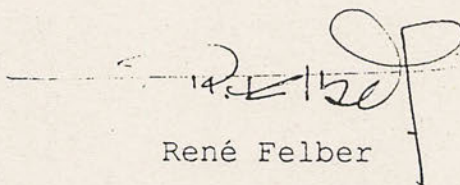
Um der spezifischen osteuropäischen Situation und Problematik Rechnung zu tragen, wird der Bundesrat dem Parlament die Schaffung einer besonderen gemischten Kommission vorschlagen, die unser Osthilfeprogramm verfolgen soll. Eine solche beratende Kommission mit Osteuropa- und GUS-Experten wird in einem entsprechenden Gesetz vorgesehen, das sich zur Zeit in Ausarbeitung befindet.

Auch möchte ich davon absehen, bis zum Inkrafttreten dieses Gesetzes die Beratende Kommission für Internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe mit dieser Aufgabe zu betrauen, da dies eine personelle Ergänzung Ihrer Kommission mit Osteuropa-Spezialisten oder die Schaffung eines Unter-Ausschusses

bedingen würde. In Anbetracht der relativ kurzen Uebergangszeit wäre der damit verbundene Aufwand nicht gerechtfertigt.

Die beiden Räte werden ohnehin direkt und kontinuierlich über die Osthilfe informiert. So befassen sich etwa die aussenpolitischen Kommissionen des Parlaments zur Zeit mit der Zusatzbotschaft über den 600 Millionen-Kredit zugunsten der GUS-Staaten und verfolgen regelmässig unsere Programme. Die interessierten Kreise haben also bereits die Möglichkeit, ihre wertvollen Stellungnahmen und Meinungen dem Bundesrat mitzuteilen.

Ich bedanke mich für das Interesse Ihrer Kommission an der Osthilfe und versichere Sie, sehr geehrter Herr Präsident, meiner vorzüglichen Hochachtung.



René Felber

BERATENDE KOMMISSION FUER
INTERNATIONALE ENTWICKLUNGSZUSAMMENARBEIT

Angaben für die Zusendung von Sitzungsunterlagen

Name :

Vorname :

Postadresse :

Telefon :

Bitte ankreuzen, in welcher Sprache Sie Dokumentationen zu erhalten wünschen :

Sitzungsunterlagen: deutsch () / französisch ()

Internationale
Publikationen : französisch () / englisch ()

Angaben für die Ueberweisung der Sitzungsgelder

Postchequekonto :

oder

Bankverbindung :

Bahnbillet: Fr.

t.022.1(62)-BGE/KMJ

Bern, den 3. Juni 1993

**Beratende Kommission für internationale
Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe**

D F Kommissionsmitglieder

13 6 *Verteilt, KMJ.* ✓ { H.-R. Nebiker, R. Bär, B. Brazzola, M. Carera, G. Coutau, R. Gerster, P.-L. Giovannini, G. Goetz, K. Kennel, H.-B. Peter, K. Leisinger, E. Segmüller, U. Scheidegger, K. Schnyder, P. Trappe, L. Uchtenhagen, P. Veyrassat, R. Wiederkehr, D. Yersin

D F Verwaltung

7 EVD/BAWI, Entwicklungspolitische Fragen (z.Hd. B. Hübschi) ✓
 1 EVD/Bundesamt für Landwirtschaft (z.Hd. Hrn. H. Popp, stv. Direktor)
 1 EFD/Eidg. Finanzverwaltung (z.Hd. Hrn. Y. Emery)
 1 EDA/Sekretariat des Departementschefs
 1 EDA/Finanz- und Wirtschaftsdienst (z.Hd. Hrn. A. Lautenberg, Minister)
 7 4 SFR, GI, RAE, DAN, CP, CL, GY, CH, HAD, BEI, GRT, BGE, KMJ ✓
 2 blaue+grüne Kopie ✓

CK -7. Juni 93 10

*V = bereits
verteilt.
KMD*

D F Protokolle

J.-D. Gerber, Exekutivdirektor, Weltbank Washington
 D. Kaeser, Exekutivdirektor, IMF, Washington
~~BSZ, DE, HAR, MAA, SCL, VOK, IK, HRO, PAT, EZ/BZJ/VS, PU, KP/PHR, WR/HZ/FMA, MAJ/LIF, CZ~~

Verschickte Unterlagen

- Protokollentwurf der 62. Sitzung vom 5.5.1993



COMMISSION CONSULTATIVE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT

t.022.1 (63) - BGE

Berne, le 3 juin 1993

Aux membres de la
 COMMISSION CONSULTATIVE
 DE LA COOPERATION INTER-
 NATIONALE ET DE L'AIDE
 HUMANITAIRE

Mesdames et Messieurs,

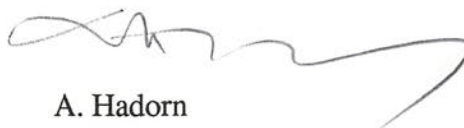
Veillez trouver ci-joint le protocole de la séance 62 du mercredi 5 mai 1993 ; une copie de la lettre de M R. Felber à M. H.-R. Nebiker datée du 2 décembre 1992 concernant l'aide à l'Europe de l'Est; la dernière version de " l'Image directrice Nord-Sud " ainsi que l'ordre du jour de la prochaine séance de la commission.

Cette prochaine séance aura lieu le **mercredi 10 juin 1993** dans la **Salle 520 , Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit, Bundesgasse 8 à 14h30.**

Le thème abordé sera le Leitbild Nord-Sud.

NB: Nous vous remercions de bien vouloir remplir et nous renvoyer le questionnaire administratif que vous trouverez dans cet envoi.

Avec nos meilleures salutations
 DIRECTION DE LA COOPERATION AU
 DEVELOPPEMENT ET DE L'AIDE
 HUMANITAIRE
 Le secrétaire de la commission



A. Hadorn





COMMISSION CONSULTATIVE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT

t.022.1 (63) - BGE

Berne, le 3 juin 1993

63ème séance de la commission

1. Date: Jeudi, le 10 juin 1993, 14h 30
2. Lieu: Bundesamt für Industrie, Bundesgasse 8, Salle 520
3. Déroulement de la séance:

ORDRE DU JOUR

<u>Points à l'ordre du jour</u>	<u>Présentation</u>	<u>Documents</u>
1. Salutations et excuses	président	Liste des membres excusés
2. Approbation de l'ordre du jour et du protocole de la séance 62	président	Protocole envoyé le 3.06.1993
3. Image directrice Nord-Sud	J.-F. Giovannini N. Imboden	Document envoyé le 3.06.1993
4. Communications de l'administration		
5. Plan financier	H.-P- Cart	
6. Divers		

